



Un Québec abordable

Mémoire pré-budgétaire présenté au
Ministère des Finances du Québec

Nicolas Gagnon

Fédération canadienne des contribuables

JANVIER 2024

Fédération
canadienne des

contribuables

Table des matières

À propos de la Fédération canadienne des contribuables	3
Sommaire exécutif	4
Réduction des dépenses	5
Équilibrer le budget	7
Réduire les effectifs gouvernementaux	9
Passer en revue les programmes gouvernementaux	11
Nommer un directeur parlementaire du budget	13
Stimulus fiscaux	15
Réduire de moitié la taxe provinciale sur l'essence	16
Mettre fin à l'application de la TVQ sur les taxes spécifiques	18
Remplacer les subventions aux entreprises	19
Conclusion	21

À propos de la Fédération canadienne des contribuables

La Fédération canadienne des contribuables (FCC) est un organisme citoyen à but non-lucratif, non partisan, qui lutte pour moins d'impôts, moins de gaspillage et plus d'imputabilité au gouvernement. La FCC a été fondée en Saskatchewan en 1990 lorsque l'Association of Saskatchewan Taxpayers et la Resolution One Association of Alberta ont joint leurs forces afin de créer une association nationale de défense des contribuables. Aujourd'hui, la FCC compte sur l'appui de plus de 235 000 supporteurs à travers le pays.

La FCC a un bureau fédéral à Ottawa, ainsi que des bureaux régionaux en Colombie-Britannique, en Alberta, dans les Prairies (SK et MB), en Ontario, au Québec et dans le Canada Atlantique (NB, IPE, NÉ et TNL). Les bureaux régionaux de la FCC font de la recherche et des activités en lien avec leur mission de défense des contribuables de leurs régions, en plus de leur rôle de représentants locaux d'initiatives pancanadiennes.

Les bureaux régionaux de la FCC font des centaines d'entrevues chaque mois, tiennent des conférences de presse et émettent régulièrement des communiqués de presse, lettres d'opinion et autres publications au nom de tous les supporteurs de la FCC. La publication phare de la FCC, le magazine *The Taxpayer* (en anglais seulement) est publiée trois fois par an. Les courriels Info-action sont envoyés au fur et à mesure que des enjeux font surface.

Chaque contribuable canadien supportant la mission de la Fédération canadienne des contribuables peut, gratuitement, devenir l'un de nos sympathisants en s'inscrivant à notre liste d'envoi Info-action. Les sympathisants ayant fait un don peuvent aussi recevoir notre publication phare, le magazine *The Taxpayer* (en anglais), publié 3 fois par an.

La FCC est indépendante de toute affiliation institutionnelle ou partisane. Il est interdit à l'ensemble du personnel, du conseil d'administration et des représentants de la FCC d'être membre d'un parti politique. En 2022-2023, la FCC a collecté 5,2 millions de dollars grâce à 55 653 dons. Les dons ne sont pas déductibles en tant que contributions caritatives. La FCC n'accepte pas de fonds étrangers.

Fédération
canadienne des
contribuables

Sommaire exécutif

Les contribuables québécois sont confrontés à des défis sans précédent. Au cours des deux dernières années, le Québec a connu les taux d'inflation les plus élevés depuis quatre décennies et la [pire inflation au pays](#).

Le gouvernement du Québec a la capacité fiscale d'aider les familles à faire face à ces défis et la Fédération canadienne des contribuables a un plan pour aider le gouvernement à y parvenir.

Le gouvernement doit faire face à un déficit de [3 milliards](#) de dollars cette année. Si l'objectif de retour à l'équilibre budgétaire est maintenu pour 2027-28, la baisse de [635 millions de dollars](#) des recettes prévues, annoncée lors de la dernière mise à jour économique, constitue un défi supplémentaire.

La dette nette de la province continue d'augmenter, atteignant 214 milliards de dollars dans le budget 2023. À eux seuls, les frais d'intérêt coûteront [9,8 milliards](#) de dollars aux contribuables québécois cette année.

Le défi du gouvernement sera de trouver des sources d'économies suffisantes pour revenir à un niveau

financièrement viable, tout en prenant les bonnes mesures pour stimuler l'économie et soutenir les contribuables.

La Fédération canadienne des contribuables formule les recommandations suivantes :

- L'équilibre budgétaire à partir de 2024-25
- Restructurer l'appareil gouvernemental québécois pour réduire les effectifs
- Remplacer les subventions aux entreprises par des réductions de l'impôt sur les sociétés pour stimuler la croissance
- Réduire la taxe d'accise provinciale sur l'essence
- Fin de l'application de la TVQ à des impôts spécifiques
- Mise en place d'un directeur parlementaire du budget à l'Assemblée nationale
- Examiner les programmes gouvernementaux en vue de réduire les dépenses.

Mesures budgétaires	Économies	Stimulus
Réduction de la taxe sur l'essence		1,1 \$
Fin de la TVQ sur les taxes spécifiques		0,3 \$
Remplacer les subventions aux entreprises par des réductions d'impôts	4,7 \$	4,7 \$
Restructurer l'appareil gouvernemental québécois pour ramener les effectifs à leur niveau d'avant la pandémie.	5,4 \$	
Total par catégorie	5,4 \$	1,4 \$
Impact budgétaire net	4,0 \$	

* En milliards de dollars canadiens

Réduction des dépenses

Identifier les sources d'épargne potentielles dans les opérations gouvernementales afin de favoriser le retour à l'équilibre budgétaire

Un niveau élevé de dette gouvernementale et des projections de déficits à long terme peuvent avoir un effet néfaste sur une économie. Des économistes s'étant penchés sur la question ont conclu que, plus le niveau de dette est élevé – surtout lorsque la dette brute dépasse les 75 à 100 pour cent du PIB – moins le niveau de croissance sera élevé.^{1 2 3}

C'est inquiétant dans le contexte canadien où la dette brute des administrations publiques était équivalente à 124 pour cent du PIB au troisième trimestre de 2023. À de tels niveaux, la dette gouvernementale élevée est un boulet pour notre économie, se traduisant par moins d'emplois, une croissance plus faible des salaires et un marché local qui n'est pas en mesure d'atteindre son plein potentiel.

Le Québec n'est pas exempt de ce problème. Selon les estimations du gouvernement, la dette brute de l'administration provinciale équivalait à 41 pour cent⁵ de l'économie de la province au 31 mars 2023. En y ajoutant

les dettes des administrations locales et fédérales, on atteint rapidement un niveau d'endettement qui a un effet préjudiciable sur la croissance.

Considérant les [235 milliards de dollars](#) de dette directe du gouvernement, une augmentation d'un point de pourcentage des taux d'intérêts mènerait à une augmentation de 2,3 milliards de dollars des paiements d'intérêts annuels du gouvernement.

Selon les prévisions de la *Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques de l'Université de Sherbrooke*, la croissance des revenus du gouvernement sera de [0,2 points de pourcentage](#) inférieure à la croissance des dépenses au cours des 20 prochaines années.

Il est clair que le Québec doit maintenir sa dette sous contrôle. La meilleure façon de le faire est de réduire les dépenses.

Des économistes se sont penchés sur les divers types de stratégie employées par les gouvernements pour revenir à l'équilibre budgétaire et l'effet qu'elles ont eu sur l'économie locale. Leurs recherches ont démontré que les plans basés sur la réduction des dépenses ont un impact économique plus positif que ceux basés sur l'augmentation des taxes et impôts.^{6 7 8}

1. https://www.mercatus.org/system/files/de_rugy_and_salmon_-_policy_brief_-_debt_and_growth_a_decade_of_studies_-_v1.pdf

2. <https://publications.iadb.org/publications/english/document/Government-Debt-and-Economic-Growth.pdf>

3. <https://www.cairn.info/revue-economique-2011-6-page-1015.htm>

4. <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/en/cv.action?pid=3810023701>

5. https://www.finances.gouv.qc.ca/Budget_et_mise_a_jour/maj/documents/AUTFR_lepointNov2023.pdf#page=48

6. <https://www.nber.org/system/files/chapters/c10973/c10973.pdf>

7. <https://www.econstor.eu/dspace/bitstream/10419/106147/1/815406657.pdf>

8. https://www.mercatus.org/system/files/deRugy_RelativeEffects_v1.pdf

Dans certains cas, tels le Canada et l'Espagne dans les années 1990, les efforts pour revenir à l'équilibre budgétaire basés principalement sur la réduction des dépenses auraient mené à une croissance économique plus robuste.⁹ Ces plans permettent de rassurer les investisseurs quant au risque de voir leurs factures de taxes et d'impôts augmenter soudainement pour couvrir les dépenses excédentaires du gouvernement.

Dans cet esprit, la série de recommandations qui suit suggère au gouvernement du Québec de réduire les dépenses dans certains secteurs, ainsi qu'un nombre d'outils permettant d'identifier des sources d'épargne pour équilibrer le budget, réduire la dette et financer des baisses de taxes et d'impôts pour stimuler l'économie locale.

9. https://www.researchgate.net/publication/338269692_Austerity_When_It_Works_and_When_It_Doesn't

Équilibrer le budget

Atteindre le retour à l'équilibre budgétaire dès 2024-25

Selon la dernière mise à jour économique, la dette brute du Québec atteindra 265 milliards de dollars d'ici [2027-28](#). Il s'agit d'une augmentation de 65 milliards depuis le [budget 2019-2020](#).

Le gouvernement du Québec a conclu son exercice financier 2022-23 avec un déficit budgétaire de 4,1 milliards de dollars. Bien que le gouvernement ait répété son intention d'équilibrer le budget du Québec d'ici 2027-28, celui-ci projette tout de même un déficit de 3 milliards de dollars en [2024-25](#).

Pour présenter un budget équilibré en 2024-25, le gouvernement doit trouver 3 milliards de dollars d'économies.

L'accumulation de la dette provinciale entraîne des coûts importants pour les contribuables et réduit la marge de manœuvre des gouvernements pour établir des priorités en matière de dépenses. La dette publique est similaire à la dette des ménages : plus on dépense d'argent en frais d'intérêt, moins il reste d'argent pour les besoins essentiels.

Économiser pendant les périodes d'accalmie permet de faire face aux turbulences lorsque l'économie fait face à des ralentissements.

Bien que le Québec ne soit pas la seule province au pays à connaître des déficits et une dette croissante, nous devons faire preuve de leadership pour sortir de ces problèmes.

Les paiements d'intérêts sur la dette coûteront au Québec environ 9,9 milliards de dollars en 2024-25.

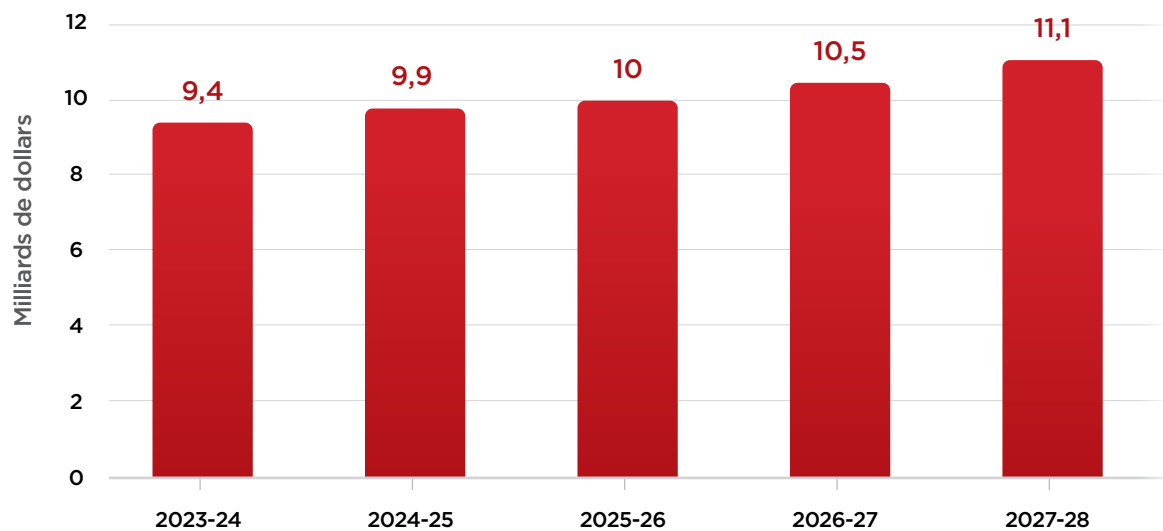
Au cours des quatre prochaines années, le paiement des intérêts de la dette nous privera de [51 milliards de dollars](#).

À combien s'élèvent ces 9,9 milliards de dollars ? Cela représente près de 825 millions de dollars par mois.

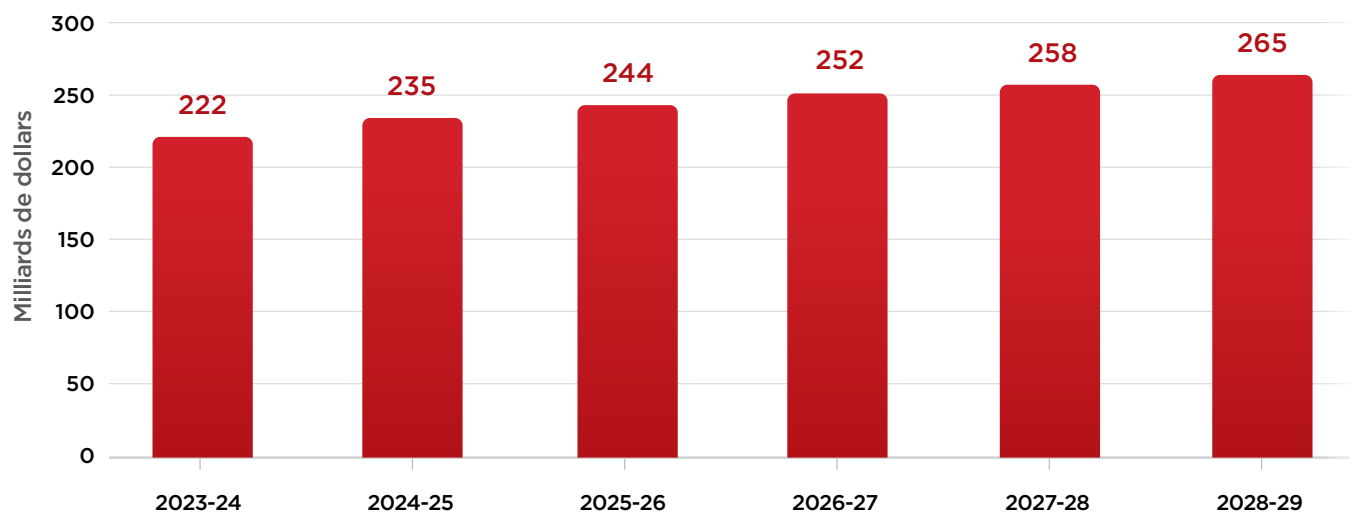
Cet argent pourrait servir à réduire les impôts des Québécois, à rénover les écoles vétustes ou à payer les salaires de 10 757 professeurs rémunérés à [l'échelon le plus élevé](#) pour les 10 prochaines années.

Nous demandons au Ministre des Finances de rétablir l'équilibre budgétaire au Québec

Coût d'intérêt de la dette



Croissance de la dette provinciale



Ramener les effectifs du gouvernement à leur niveau pré-pandémie

Économies estimées : 5,4 milliards de dollars

Lors des élections provinciales de 2018, le premier ministre François Legault a promis aux Québécois de supprimer 5 000 postes de fonctionnaires, soit l'équivalent d'un pour cent des employés de l'État à l'époque.¹⁰

Lorsque l'actuel gouvernement est arrivé en fonction en 2018, un total de 499 074 équivalents temps plein¹¹ étaient au service de l'État québécois.

Selon son dernier budget, le gouvernement estime à 564 400 le nombre d'équivalents temps plein employés par le gouvernement du Québec au 31 mars 2023.¹²

La réduction promise de 5 000 fonctionnaires a été reléguée aux oubliettes.

Le gouvernement compte désormais 65 326 employés de plus qu'en 2018.

Plus de 42 % de l'augmentation obtenue concernent des postes d'employés de bureau. Six pour cent sont des postes de cadre.

Les infirmières et les enseignants ont vu leur nombre augmenter de 9 % chacun, ce qui représente 18 % de la croissance du personnel de première ligne.

L'augmentation de la taille de l'État au cours des dernières années ne concerne pas les premières lignes des systèmes de santé et d'éducation, mais le personnel de bureau.

Comme l'a dit le premier ministre il y a quelques années¹³ :
« C'est de la bureaucratie. Ce sont des gens qui écrivent des rapports à d'autres gens qui écrivent des rapports et qui, en fin de compte, mettent en œuvre des budgets définis en détail par des ministres à Québec. »

« C'est de la bureaucratie. Ce sont des gens qui écrivent des rapports à d'autres gens qui écrivent des rapports et qui, en fin de compte, mettent en œuvre les budgets détaillés par les ministres à Québec »

— François Legault, Premier ministre du Québec

10. <https://www.lapresse.ca/actualites/elections-quebec-2018/201808/28/01-5194447-la-caq-veut-couper-5000-postes-dans-la-fonction-publique.php>

11. https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/budget_depenses/21-22/1-Strategie_de_gestion_des_depenses_et_renseignements_supplementaires.pdf

12. https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/budget_depenses/22-23/1-Strategie_gestion_depenses.pdf

13. <https://www.lapresse.ca/actualites/elections-quebec-2018/201808/28/01-5194447-la-caq-veut-couper-5000-postes-dans-la-fonction-publique.php>

Dans l'intérêt des gains de productivité, il est temps que le gouvernement réduise ses effectifs et les ramène à leur niveau d'avant la pandémie.

En 2023-24, le gouvernement dépensera 60,4 milliards de dollars pour payer ses employés.¹⁴ Cela représente 40 % des dépenses totales de l'État.

Aucune autre composante du budget n'atteint un niveau comparable.

Nous recommandons de réduire de moitié le nombre d'employés ajoutés au gouvernement du Québec depuis son dernier budget pré-pandémique (2020-2021), ce qui permettrait aux contribuables d'économiser 5 milliards de dollars sur une base annuelle.

Avec l'ajout de 53 837 travailleurs¹⁵, le gouvernement a augmenté les dépenses de compensation de 10,8 milliards de dollars en trois ans.

Compte tenu du temps nécessaire à une telle réduction, il est recommandé d'éliminer les postes par attrition, en tenant compte des départs à la retraite.

Le gouvernement doit restructurer son appareil administratif afin de ramener ses effectifs au niveau d'avant la pandémie.

En fin de compte, cela permettrait aux contribuables d'économiser 5,4 milliards de dollars par an, sur la base des niveaux de dépenses de l'exercice budgétaire 2023-24.¹⁶

14. https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/budget_depenses/23-24/1_Strategie_gestion_depenses.pdf

15. https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/budget_depenses/22-23/1-Strategie_gestion_depenses.pdf#page=31

16. https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/budget_depenses/23-24/1_Strategie_gestion_depenses.pdf

Passer en revue les programmes gouvernementaux avec la réduction des dépenses comme objectif

Épargne estimée : Inconnue

Un dicton veut que la bureaucratie croisse pour répondre aux besoins croissants de la bureaucratie.

Depuis que le gouvernement du Québec a complété la dernière révision globale de ses programmes, en août 2015, les dépenses de portefeuille, outre celles liées à la COVID-19, ont augmenté de 48,6 milliards de dollars, ou 48 pour cent.^{17 18}

	Dépenses de portefeuille
2016-17	89,7\$
2017-18	94,2\$
2018-19	97,7\$
2019-20	106,7\$
2020-21	105,7\$
2021-22	118,1\$
2022-23	136,7\$
2023-24 (projeté)	138,3\$

Source : Gouvernement du Québec, ministère des Finances, tous les chiffres sont en milliards.

Dans le cadre de ses efforts pour revenir à l'équilibre budgétaire dans les années 90, le gouvernement du Premier ministre Jean-Chrétien a identifié les meilleures pratiques pour effectuer une révision des programmes. La révision était exhaustive, et appliquait six tests¹⁹ à chaque dépense :

1. Est-ce que cela sert l'intérêt public?
2. Est-ce que l'implication gouvernementale est nécessaire?
3. Est-ce un rôle approprié pour ce palier gouvernemental?
4. Est-ce qu'un partenariat public-privé est possible / désirable?
5. Est-ce qu'il y a un moyen d'être plus efficace?
6. Est-ce que les contribuables ont les moyens de se payer ces dépenses?

L'épargne identifiée grâce à ce processus a mené à 9,8 milliards de dollars de réduction de dépenses, équivalent à 18,9 pour cent²⁰ des dépenses fédérales de l'époque.

17. https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/finances/publications-adm/CPTFR_vol1-2016-2017.pdf?1581608222

18. http://www.finances.gouv.qc.ca/Budget_et_mise_a_jour/maj/documents/AUTFR_lepointDec2022.pdf#page=26

19. https://macdonaldlaurier.ca/files/pdf/MLI-Anglosphere-CanadaPaper_Web_F.pdf

20. https://macdonaldlaurier.ca/files/pdf/MLI-Anglosphere-CanadaPaper_Web_F.pdf

Le processus de révision des programmes a permis au gouvernement fédéral d'équilibrer le budget en 1997-98 et de rembourser plus de 100 milliards de dollars²¹ de dette avant la crise financière de 2008. Cela a réduit la proportion des revenus d'impôts servant à couvrir les paiements d'intérêts sur la dette de 30 pour cent en 1996-97 à 13 pour cent en 2008-09.²²

Ces épargnes ont aussi permis d'offrir un important répit aux contribuables, réduisant la TPS, les impôts des entreprises et ceux des particuliers, et permettant la mise en place du CÉLI comme véhicule pour stimuler l'épargne des ménages.²³

En ce moment, le gouvernement québécois prévoit que sa dette nette atteindra 209 milliards de dollars²⁴ d'ici mars 2024. Les paiements d'intérêts coûteront 9,8 milliards²⁵ de dollars aux contribuables québécois cette année.

Le gouvernement du Québec doit effectuer une révision des programmes, avec pour objectif la réduction des dépenses, afin de rendre ses finances viables sur le long terme, en utilisant les six tests développés par le gouvernement fédéral dans les années 90.

21. http://www.rbc.com/economics/economic-reports/pdf/canadian-fiscal/prov_fiscal.pdf

22. https://macdonaldlaurier.ca/files/pdf/MLI-Anglosphere-CanadaPaper_Web_F.pdf

23. https://macdonaldlaurier.ca/files/pdf/MLI-Anglosphere-CanadaPaper_Web_F.pdf

24. https://www.finances.gouv.qc.ca/Budget_et_mise_a_jour/maj/documents/AUTFR_lepointNov2023.pdf#page=25

25. https://www.finances.gouv.qc.ca/Budget_et_mise_a_jour/maj/documents/AUTFR_lepointNov2023.pdf#page=25

Nommer un Directeur Parlementaire du Budget à l'Assemblée nationale

Épargne estimée : Inconnue

Les Québécois paient les impôts les plus élevés d'Amérique du Nord et ils méritent de savoir exactement comment leur argent est dépensé.

Quand verront-ils un retour sur investissement ? Quels sont les risques ? Les dépenses en valent-elles la peine ? Telles sont les questions auxquelles les contribuables méritent des réponses, sans aucune partisanerie.

Pourtant, les Québécois ne disposent pas d'un organisme non partisan pour leur fournir ces informations cruciales.

Le directeur parlementaire du budget (DPB), un organisme non partisan, répond pourtant à ces questions depuis [2006](#). Pour renforcer la confiance des Québécois dans nos institutions et notre gouvernement, l'Assemblée nationale a besoin d'un tel officier.

Un DPB pourrait fournir au Parlement une analyse indépendante de l'état des finances du pays, des tendances économiques et des estimations des coûts des programmes adoptés par le gouvernement. Il pourrait être une copie conforme de son homologue fédéral.

Il faut rappeler que le directeur parlementaire Ottawa a joué un rôle crucial au courant des dernières années.

C'est grâce à lui que nous savons que près d'un tiers des dépenses fédérales pendant la pandémie - près de [204 milliards de dollars](#) - n'avaient rien à voir avec le COVID-19.

Plus récemment, nous avons appris qu'il faudrait 23 ans, et non cinq, pour que les [28 milliards de dollars](#) de subventions accordés à Stellantis et à Volkswagen permettent à leurs usines d'atteindre la rentabilité.

Grâce au DPB, le Québec a également appris que la subvention de [3 milliards de dollars](#) accordée à Northvolt ne sera pas amortie avant [2037](#).

Ironiquement, c'est grâce au directeur parlementaire du budget à Ottawa que les Québécois sont informés du risque que prend le gouvernement québécois avec leurs impôts.

Notre province ne manque certainement pas de dossiers pour lesquels l'examen minutieux d'un organisme neutre est nécessaire.

Rappelons-le: le Québec est un leader en matière d'explosion des coûts pour ses projets.

Pourquoi le coût des rénovations du tunnel Louis-Hyppolite Lafontaine de Montréal est-il passé de 1,4 milliard de dollars en 2020 à [2,5 milliards de dollars en 2023](#) ? Une augmentation aussi astronomique mérite une enquête approfondie.

Par ailleurs, aucune étude indépendante n'a été produite pour évaluer les coûts d'une troisième liaison entre Lévis et Québec.

Rappelons également que la création d'un DPB provincial a rassemblé tous les députés de l'Assemblée nationale en 2019, lorsqu'une [motion](#) proposée par une coalition de partis d'opposition a été adoptée à l'unanimité afin de créer le poste.

Mentionnons également que le rôle du DPB à Ottawa a été élargi en [2017](#) pour inclure une évaluation non partisane du coût des programmes proposés pendant les campagnes électorales.

Un DPB provincial serait certainement utile lors des élections provinciales, pour aider les Québécois à connaître le coût réel des promesses qui leur sont faites.

Le directeur parlementaire du budget est un organe crucial à Ottawa, et nous ne pouvons ignorer qu'un tel rôle aurait un impact tout aussi important sur la politique québécoise.

Les contribuables québécois méritent d'avoir un chien de garde qui veille sur leur portefeuille.

Stimulus fiscaux

Lors de son discours d'ouverture de la [43e législature](#), le Premier ministre a martelé, avec raisons, l'importance de créer de la richesse afin que le Québec réduise ses écarts de richesse avec le reste du pays.

Il a également répété l'engagement de son gouvernement concernant les allègements fiscaux promis lors des dernières élections.

La Fédération canadienne des contribuables salue [la baisse d'impôt de 1%](#) pour les deux premiers paliers d'imposition, telle que livrée par le gouvernement lors du dernier budget.

Cet allègement fiscal très attendu permettra aux Québécois d'épargner jusqu'à 814 \$ sur leur facture d'impôt cette année.

D'autre part, le gouvernement du Québec s'est donné un horizon de 15 ans pour combler l'écart de richesse de [13,8 pour cent](#) qu'il entretient avec l'Ontario. Pour ce faire, le gouvernement a identifié l'accroissement de la productivité comme principal levier.

Et dans l'espoir d'augmenter la productivité, le gouvernement a identifié trois axes:

1. Stimuler la productivité des entreprises
2. Soutenir la création d'emploi
3. Maintenir la croissance de l'économie québécoise

En réduisant le fardeau fiscal des particuliers et des entreprises, le gouvernement du Québec peut accomplir ses deux objectifs: protéger le pouvoir d'achat des Québécois et soutenir la croissance de l'économie québécoise.

Il existe une importante littérature économique^{26 27 28 29 30} montrant un lien clair entre la réduction du fardeau fiscal et "la croissance économique. Considérant que les Québécois et Québécoises ont le fardeau fiscal le plus élevé en Amérique du Nord, à [39,6 pour cent du PIB](#), stimuler l'économie québécoise ne peut attendre.

Les recommandations de cette section se concentreront donc sur la réduction du fardeau fiscal des Québécois et Québécoises afin d'accroître la prospérité de la province.

26. <https://academic.oup.com/qje/article-abstract/133/4/1803/4880451?redirectedFrom=fulltext>

27. <https://www.aeaweb.org/articles?id=10.1257/pol.20170241&&from=f>

28. https://www.nber.org/system/files/working_papers/w20753/w20753.pdf

29. <https://www.journals.uchicago.edu/doi/abs/10.1086/701424>

30. <https://www.jstor.org/stable/41789231>

Réduire la taxe provinciale sur l'essence

Stimulation fiscale estimée à 1,1 milliard de dollars par an

Les automobilistes québécois paient des taxes sur l'essence et le diesel parmi les plus élevées du Canada.

Les prix élevés du carburant entraînent inévitablement une augmentation du coût de la vie.

Pour remédier à ce problème, nous invitons le premier ministre François Legault à suivre l'exemple de certains de ses homologues provinciaux en réduisant la taxe provinciale sur l'essence.

Une réduction de 50 % de la taxe provinciale sur les carburants permettrait aux Québécois d'économiser environ [1,1 milliard de dollars](#) en 2024-25

Cette mesure s'inspire de celle proposée par le gouvernement néo-démocrate du Manitoba, qui vient d'accorder un répit de [14 cents par litre](#) sur l'[essence](#) pour les six prochains mois.

La taxe sur les carburants doit être réduite. Pour un litre d'essence, les automobilistes québécois paient 61,3 cents, soit environ 29 % du coût total, uniquement en taxes.

À Montréal, les conducteurs paient 64,3 cents par litre en taxes, soit environ 32 % du coût total.

Les taxes sur l'essence et le diesel augmentent le coût des produits dont les familles ont besoin.

En réduisant la taxe provinciale sur les carburants de 50 %, une famille conduisant un véhicule polyvalent ([Dodge Caravan](#), Hyundai Santa Fe, etc.) pourrait économiser 7 dollars par plein, soit jusqu'à 350 dollars pour une année entière, par véhicule (en calculant un plein par semaine).

Des coûts de transport plus élevés entraînent une augmentation des coûts des biens et des services, ce qui gonfle le prix final payé par les consommateurs.

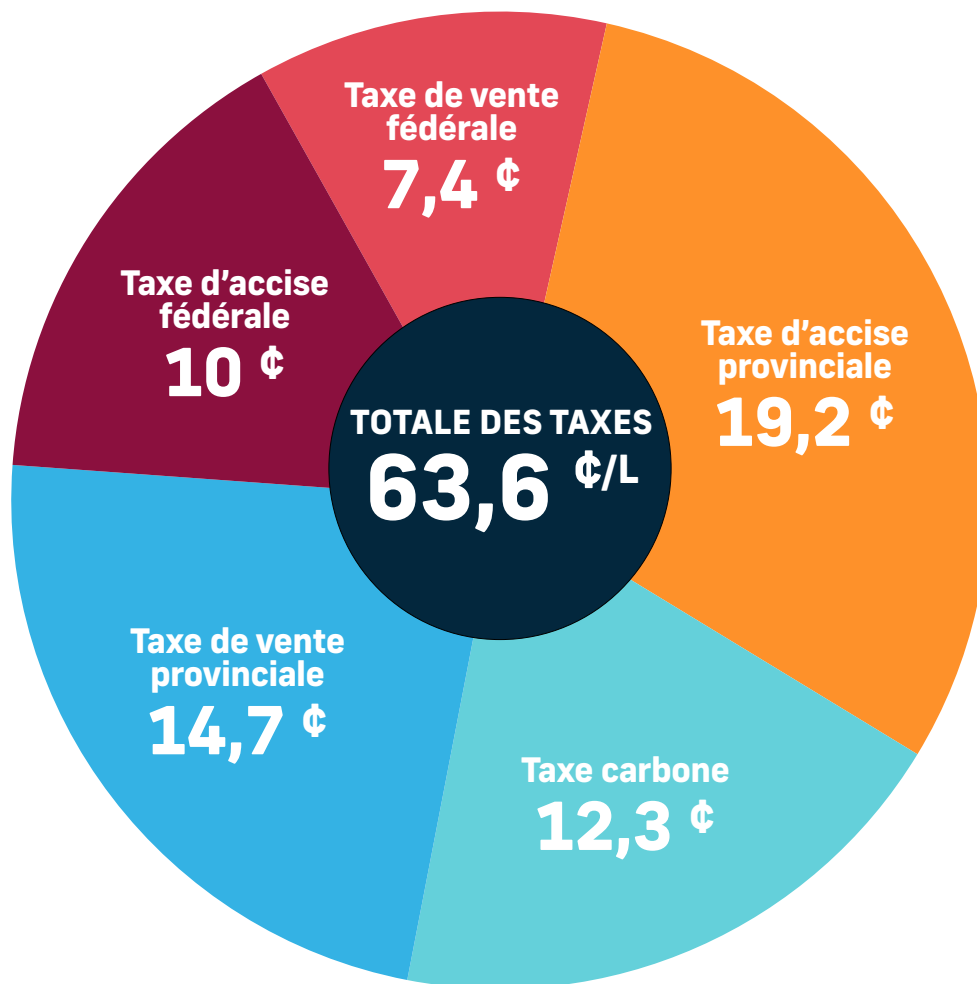
Elles sont également [régressives](#), ce qui signifie que les ménages à faible revenu consacrent une part plus importante de leur revenu aux taxes sur les carburants que les ménages à revenu plus élevé.

Il est fondamentalement erroné d'obliger les familles qui ont le plus besoin d'aide à payer le plus de taxes sur les carburants.

Il convient également de rappeler que l'augmentation des taxes sur les carburants ne résoudra pas le problème du changement climatique, contrairement à ce qu'a déjà affirmé le gouvernement actuel en refusant d'offrir un répit à la pompe [en 2022](#).

Comme l'a souligné le directeur parlementaire du budget, "les émissions du Canada ne sont pas assez importantes pour avoir un impact significatif sur le changement climatique".

Nous demandons au gouvernement de saisir cette opportunité et de donner un répit aux automobilistes du Québec.



Mettre fin à l'application de la TVQ sur les taxes spécifiques

Stimulus fiscal estimé : 278 millions de dollars en stimulus fiscal

Lorsque les Québécois et Québécoises achètent des produits et services soumis à une taxe spécifique, tels l'alcool et les carburants, ils se trouvent dans une situation où ils paient une taxe de vente sur le montant de taxe incluse dans le prix de leur produit. Cela crée une situation connue comme une « taxe sur la taxe. »

Ce phénomène de double taxation contrevient au principe même de la taxe à la consommation, où ce n'est plus que le produit ou le service consommé qui est taxé, mais bien la ponction fiscale initiale effectuée. Chaque année, ce phénomène coûte des centaines de millions de dollars aux Québécois et Québécoises, et ce peu importe leur niveau de revenu.

Afin de dresser un meilleur comparatif, l'année budgétaire 2022-23 a été sélectionnée pour dresser un estimé plus fidèle des revenus tirés de cette double taxation.

À titre indicatif, l'application de la taxe de vente du Québec sur les taxes spécifiques a coûté 272 millions de dollars aux ménages québécois en 2021-22.³¹

Taxe	Revenu (en millions)
Taxe sur les carburants	2 157 \$
Taxe sur les boissons alcooliques	635\$
TOTAL :	2 792 \$
Revenus de TVQ tirés de la double-taxation :	278 \$

Source : Comptes publics 2022-2023, volume 1.

En 2022-23, le gouvernement a récolté près de 2,7 milliards de dollars à l'aide de ses taxes spécifiques sur l'alcool et les carburants.³² Cela implique 278 millions de dollars en revenus de taxe de vente du Québec facturée sur les taxes spécifiques.

Cette double taxation ne s'applique pas dans toutes les provinces canadiennes. Les citoyens de la Colombie-Britannique, de l'Alberta, de la Saskatchewan et du Manitoba ne paient aucune taxe de vente provinciale facturée sur leurs taxes spécifiques.³³

Nous recommandons au gouvernement du Québec d'effectuer le calcul de la taxe de vente du Québec sur le prix de vente avant l'application de ses taxes spécifiques. Nous estimons que cela permettrait aux contribuables québécois d'épargner 278 millions de dollars par année.

31. http://www.finances.gouv.qc.ca/documents/Comptespublics/fr/CPTFR_vol1-2021-2022.pdf

32. https://www.finances.gouv.qc.ca/documents/Comptespublics/fr/CPTFR_vol1-2022-2023.pdf

33. http://www.taxpayer.com/media/2020_CTF_GTHD_FRENCH.pdf

Remplacer les subventions aux entreprises par une réduction de l'impôt corporatif pour stimuler la croissance

Impact estimé : 4,7 milliards en épargne budgétaire et 4,7 milliards en stimulus fiscal

Pour combler son écart de richesse avec l'Ontario, le gouvernement du Québec a choisi de miser sur l'amélioration de la productivité.³⁴

Cela signifie soit créer des emplois à plus forte valeur ajoutée ou trouver un moyen d'augmenter le taux de productivité et la plus-value des emplois existants. Dans tous les cas, cela passe par la stimulation de l'investissement privé.

Il est important de noter que les subventions – directes ou indirectes – ne sont pas l'outil le plus efficace dont les gouvernements disposent afin d'attirer des entreprises et aider à la création de nouveaux emplois. Lorsque les chefs d'entreprise choisissent où relocaliser ou étendre leurs activités, ils ont tendance à se préoccuper davantage de la rentabilité à long terme que de la disponibilité de subventions ponctuelles.³⁵

D'autres facteurs tels le fardeau réglementaire, le niveau d'éducation de la main-d'œuvre, la disponibilité d'infrastructures de transport et l'accès aux marchés ont un bien plus grand impact dans une décision d'investissement qu'une offre de subvention ponctuelle aux frais des contribuables.³⁶ Les subventions sont en quelque sorte la cerise sur le sundae pour les entrepreneurs ayant déjà réalisé une analyse coût-bénéfice quant aux divers endroits viables où réaliser leurs projets.

La recherche économique réalisée aux États-Unis n'a trouvé aucune relation statistiquement significative entre les subventions aux entreprises et la croissance économique ou les niveaux de PIB per capita.³⁷ Ce qui est clair, en revanche, est que le taux d'impôt sur le revenu des entreprises, comparé aux juridictions voisines et concurrentes affecte la productivité d'une entreprise et, ultimement, sa rentabilité et sa vitesse de croissance.³⁸

Avoir des taux d'imposition compétitif permet d'attirer de nouvelles entreprises et les investissements directs qui y sont associés.³⁹ De surcroît, des taux d'imposition plus bas réduisent le coût du capital pour les créateurs d'emploi, permettant d'accroître leur capacité à réinvestir dans la croissance de leurs entreprises.⁴⁰

34. http://www.finances.gouv.qc.ca/documents/Autres/fr/RapportPreelectoralFR_2022.pdf

35. https://www.mercatus.org/system/files/farren_and_philpot_-_policy_brief_-_amazon_hq2_the_story_so_far_-_v1.pdf

36. <https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2016/06/cohen-1.pdf>

37. <https://medium.com/concentrated-benefits/florida-man-seeks-a-quarter-of-a-billion-dollars-6bb6fe36a96e>

38. <https://www.oecd.org/mena/competitiveness/41997578.pdf>

39. <https://www.oecd.org/mena/competitiveness/41997578.pdf>

40. https://files.taxfoundation.org/legacy/docs/TaxFoundation_FF477.pdf

Taux général d'imposition des sociétés dans les grandes provinces	
Juridiction	Taux général
Colombie-Britannique	12,0%
Québec	11,5%
Ontario	11,5%
Moyenne des grandes provinces	10,8%
Alberta	8,0%

Source : Sites web des gouvernements provinciaux.

Le premier ministre François Legault a répété lors de son discours d'ouverture de la 43e législature d'ouverture que rattraper l'écart de richesse entre le Québec et l'Ontario faisait toujours partie de ses priorités.

Le taux d'impôt corporatif québécois se situant au même niveau que le taux prévalant en Ontario, il est clair qu'il n'aide pas à effectuer ce rattrapage, mais bien à maintenir l'écart existant.

Remplacer les subventions directes et indirectes aux entreprises par des baisses de l'impôt corporatif, de façon neutre monétairement procurerait un autre avantage, soit celui de réduire les distorsions économiques associées aux mesures financières ciblées.⁴¹

La relance économique québécoise et son rattrapage avec l'Ontario ne doivent pas reposer sur les espoirs de croissance de quelques secteurs ciblés mais bien sur la croissance de chaque secteur de son économie, ainsi que la création d'emplois bien rémunérés qui y est associée.

Selon nos calculs, éliminer les subventions aux entreprises permettrait aux contribuables d'épargner 4,7 milliards de dollars en se basant sur les comptes publics 2022-2023.^{42 43}

Afin de s'assurer que cette épargne puisse contribuer à stimuler l'économie québécoise, nous recommandons qu'elle soit accompagnée par une réduction équivalente de l'impôt sur le revenu des sociétés. Cela représenterait une diminution de 1,9 points du taux applicable pour les petites entreprises et de 5 points du taux général.⁴⁴ Il est important de noter que cela ferait du Québec la province avec le taux d'impôt des sociétés le plus attrayant au Canada.

41. https://www.jec.senate.gov/public/_cache/files/fe2eafaa-f355-462f-b515-15ad4a8f5e74/the-inefficiency-of-targeted-tax-policies-april-1997.pdf

42. https://www.finances.gouv.qc.ca/documents/Comptespublics/fr/CPTFR_vol1-2022-2023.pdf (p.113)

43. https://www.finances.gouv.qc.ca/documents/Comptespublics/fr/CPTFR_vol2-2022-2023.pdf (p.36)

44. <https://www.revenuquebec.ca/fr/entreprises/impots/impot-des-societes/declaration-de-revenus-des-societes/calcul-de-limpot-sur-le-revenu-dune-societe/>

Conclusion

La situation budgétaire du Québec demeure une source d'inquiétude. Malgré les surplus pré pandémiques, la situation financière à long terme du gouvernement demeure insoutenable.

Considérant que la rémunération des employés représente 43 sous sur chaque dollar que le gouvernement du Québec dépense, il est nécessaire de réduire les dépenses de rémunération pour résorber cet écart. Réduire les effectifs en ayant pour objectif le niveau pré-pandémique permettra au gouvernement de réaliser des économies substantielles.

Réviser le mode de calcul des comparatifs de rémunération de l'Institut de la statistique du Québec permettra aussi de donner un meilleur aperçu du traitement des employés du gouvernement par rapport à celui des travailleurs occupant des postes équivalents dans le secteur privé. L'implantation d'une liste de la transparence salariale, en s'inspirant de la Sunshine List en Ontario, permettrait aux contribuables québécois de savoir ce pour quoi ils paient.

Pour combler son écart budgétaire à long terme et mettre fin à son déficit structurel, le gouvernement du Québec doit identifier des sources d'économie dans l'appareil gouvernemental. Mener un exercice de révision des programmes, avec pour objectif la réduction des dépenses, permettra d'identifier des sources d'épargne.

Le gouvernement doit aussi éviter de s'aventurer avec les subventions aux entreprises, comme pour l'usine de batterie électrique de Northvolt. Les économistes universitaires sont quasi-unanimes sur le fait que ces subventions sont un mauvais usage de l'argent des contribuables. Éviter celles-ci permettra au gouvernement d'éviter un accroissement improductif de sa dette.

Afin d'aider l'économie de la province à croître davantage, le gouvernement doit aider à faire du Québec un lieu attirant pour l'investissement dans tous les secteurs en remplaçant les subventions aux entreprises par des baisses d'impôt.

La réduction de la taxe sur l'essence demeure une excellente opportunité pour venir en aide aux familles. L'Alberta, le Manitoba, l'Ontario et Terre-Neuve-et-Labrador ont tous offert des répit similaires qui ont été très bien reçus par les familles faisant face à la hausse du coût de la vie.

La mise en place d'un directeur parlementaire du budget à l'Assemblée nationale permettrait de mettre en place un formidable chien de garde des contribuables afin d'aider le gouvernement, les parlementaires et la population à avoir l'heure juste sur l'actualité économique, le coût réel des programmes économiques, et une analyse approfondie, transparente et neutre des finances publiques.

Les mesures proposées dans ce mémoire remettront 1,4 milliards de dollars dans les poches des contribuables québécois et aideront à épargner 5,4 milliards de dollars par année. Cela améliorerait la situation financière de la province par 4 milliards de dollars pour l'année 2024.